

Pouvoir d'emprunt

comme cela, c'est à se demander ce qu'il adviendra vraiment de l'économie canadienne.

● (1650)

Malgré des années de débat dans notre pays sur la question, je ne suis pas certain, bien que je lise le *Financial Post*, le *Financial Times* et pratiquement tous les journaux financiers que je peux trouver, que nos concitoyens soient convaincus du bien-fondé du rachat des sociétés étrangères, en particulier par le gouvernement fédéral. Le problème de fond n'est pas nouveau. Dans un gouvernement majoritaire, les contrôles exercés sur les dépenses publiques sont pratiquement inexistantes. En fin de compte, le Parlement ne fait que viser les budgets des dépenses de l'État. Le pouvoir de dépenser d'un gouvernement majoritaire est pratiquement illimité. Le gouvernement peut pratiquement s'approprier tout ce qu'il veut et le dilapider comme bon lui semble.

Comme nous le savons tous, le parti au pouvoir peut faire fi de ses promesses et de ses engagements. Après avoir défait le gouvernement conservateur, les libéraux ont promis de maintenir l'énergie à un coût inférieur à ce que prévoyait notre budget. Nous avons malheureusement connu huit augmentations du prix de l'essence depuis que les libéraux ont pris le pouvoir pour avoir promis des prix inférieurs à ce que prévoyait notre budget. Cela ne s'est pas produit. Voilà pour les promesses politiques. Tout cela se résume à une question de confiance. Sans même que le gouvernement ne nous ait expliqué logiquement son projet d'expropriation d'une industrie, pouvons-nous être confiants qu'il a trouvé la meilleure solution aux problèmes du pays?

Sans même que le gouvernement ne nous ait expliqué comment il pourra réussir à maintenir la concurrence entre différentes sociétés qui seront toutes propriétés de l'État, pouvons-nous être confiants que l'industrie fonctionnera avec suffisamment d'efficacité pour que les avantages de l'expropriation en justifient les coûts? Le projet d'expropriation contribuera-t-il en quoi que ce soit à assurer des approvisionnements énergétiques suffisants pour l'avenir? Les Canadiens en retireront-ils vraiment des bénéfices nets sur le plan économique compte tenu de la note de 50 milliards de dollars à payer pour cette entreprise?

Quoi qu'il en soit, quelle nouvelle assurance pouvons-nous recevoir, hormis les propos lénifiants du premier ministre, du ministre des Finances et du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) que les millions de dollars que vont ainsi payer les Canadiens au fisc ne seront pas dépensés à une fin tout à fait différente de celle annoncée? Quels que soient les mérites s'il en est, d'une nationalisation de l'industrie pétrolière, la Chambre n'a absolument aucune raison d'octroyer au gouvernement un blanc seing de 14 milliards de dollars. Si nous disposons de tant d'argent pour procéder à cette nationalisation, nous devons aussi nous demander s'il n'y a pas d'autres moyens plus rentables de dépenser cet argent.

Que fait-on en matière de recherche, de développement industriel et de stratégie industrielle? Si nous voulons que nos industries soient concurrentielles sur les marchés internationaux, nous devons consacrer davantage de crédits à la recherche afin de mettre en marché des produits concurrentiels par rapport à ceux des autres pays industrialisés. Nos industries primaires ont besoin d'être stimulées. Dans ma propre circonscription par exemple, l'industrie de conditionnement du pois-

son à Lockeport aurait besoin d'une aide financière d'urgence pour redémarrer après l'incendie dévastateur dont elle a été victime il y a six mois. Si le gouvernement veut obtenir une collaboration plus étroite de la part de tous les partis qui sont représentés à la Chambre, il doit dévoiler franchement ses priorités économiques et ses programmes de dépenses afin de donner l'impression à tous les députés de jouer un rôle dans la réorientation de la destinée du pays.

Malheureusement, ce projet de loi ne nous permettra pas d'atteindre cet objectif, à en juger d'après son libellé. Au contraire, il nous incitera encore davantage à nous méfier et à nous poser des questions sur les véritables objectifs du gouvernement, ses politiques et ses programmes. Ainsi, je voudrais savoir quels sont les projets du cabinet en matière d'expansion industrielle et notamment s'il envisage de faire reconstruire l'usine de la société National Sea Products à Lockeport. La ville de Lockeport est marquée par le sort; elle a perdu une bonne partie de ses commerces de détail il y a quelques années et le 23 juillet 1980, l'usine de la société National Sea Products a été détruite par un incendie à la suite duquel 305 personnes ont immédiatement perdu leur emploi. Bien d'autres personnes ont subi les contrecoups de cette catastrophe étant donné que l'usine représentait plus de la moitié de la base économique de la région de Lockeport, les salaires versés par cette entreprise représentant à peu près 2.5 millions de dollars en 1979.

Je suis certain que le gouvernement est bien au courant de ces faits car j'ai présenté de nombreuses instances au ministre de l'Expansion économique régionale (M. De Bané) et au ministre des Pêches et des Océans (M. LeBlanc) à ce sujet. Dans l'intervalle, la direction de National Sea Products a remis aux fonctionnaires des plans détaillés de la nouvelle usine. Mais le 27 juin j'ai appris que la compagnie n'avait pas encore reçu d'offre du MEER et, évidemment, sans cela, elle ne peut projeter le financement du prêt dont elle aura besoin pour reconstruire l'usine de 11 ou 12 millions de dollars.

J'ai posé une question au secrétaire parlementaire du ministre de l'Expansion économique régionale (M. MacLellan) à ce sujet, ici même à la Chambre, le 13 janvier, et voici ce qu'il a répondu:

Une proposition sera faite au conseil consultatif du ministère d'ici quelques semaines et le ministre pourra peu de temps après faire connaître la décision au député.

Comme j'ai reçu cette réponse en janvier, je me demande pourquoi le gouvernement tarde tant à intervenir. Nous pouvons, semble-t-il, trouver des millions de dollars pour aider Massey-Ferguson et d'autres industries, dont certaines sont à l'étranger. Pourquoi n'aidons-nous pas les nôtres, ces Canadiens qui, pour des raisons indépendantes de leur volonté, ne peuvent s'aider eux-mêmes? Leur usine a été rasée par les flammes. Ils ne peuvent rien espérer du côté agricole car le terrain n'est pas très fertile. L'océan est leur seul espoir et c'est pourquoi il importe de reconstruire l'usine.

Les fonds qui seraient accordés à la National Sea Products pour lui permettre de reconstruire son établissement ne seraient que des capitaux d'amorçage. Les travaux de reconstruction permettraient déjà dans l'immédiat d'employer certaines personnes. Une fois les travaux achevés, tout porte à croire, si l'on tient compte des antécédents de l'entreprise, que, grâce aux impôts versés par la société et par ses employés aux trésors fédéral et provincial, Ottawa récupérerait les sommes avan-